



Franchise Postale

LE JOURNAL DES POSTIER(E)S **COMMUNISTES** DE PARIS

EDITORIAL

« DANS TOUS LES BRUITS DU MONDE, J'ENTENDS TA VOIX »

C'est en substance ce que disait Paul Eluard et c'est l'ambition de toujours des communistes : entendre, aider à faire entendre et porter la voix de tous les révoltés.

« *Indignez-vous* » lance ici Stéphane Hessel. « *Démocratie* » scande le peuple tunisien victorieux d'une dictature soutenue jusqu'au bout par l'Union européenne et le FMI. « *Révoltons-nous* » crient chacun à leur façon, les salariés grecs, les citoyens irlandais, les étudiants britanniques, les travailleurs portugais ou italiens... « *Nous voulons vivre libre et en paix* » exigent ensemble les palestiniens et les progressistes israéliens.

Tous les idéologues du MEDEF, de Kessler à Minc en passant par Attali, rêvaient avant le grand mouvement de l'automne contre la casse des retraites, de se retrouver dans la situation de Thatcher au début des années 80: « *there is no alternative* ». Cette apostrophe destinée aux mineurs anglais et plus généralement à l'ensemble de la classe ouvrière britannique a servi de bréviaire pendant 30 ans aux libéraux du monde entier.

« Face à l'immoralité affichée du système capitaliste, le service public a montré son efficacité en tant qu'amortisseur social. »

C'était l'époque de la « théorie du chaos », de l'école de Chicago et du capitalisme dérégulé comme horizon indépassable de l'humanité.

C'était la politique du Franc fort, des salaires bloqués et du sacrifice de

l'emploi pour préparer l'Euro...

Mais les explosions toujours plus violentes et plus rapprochées dans le temps des diverses bulles spéculatives (Internet, immobilière, matières premières...) et leurs conséquences sociales toujours plus dramatiques ont remis sur le devant de la scène les critiques radicales du capitalisme, qui avaient été rejetées dans la marginalité depuis 1990.

Pour sa part, en toute lucidité et trop souvent à contre courant des idées dominantes « à gauche », le Parti Communiste, a successivement mené campagne contre le traité de Maastricht en 1992, alerté sur les conséquences des accords de Nice, Amsterdam ou Barcelone et pris une place prépondérante dans la victoire du NON à la Constitution européenne de 2005.



Les postiers communistes de Paris prendront part à tous les combats qui s'annoncent dans les mois qui viennent.

Le grand débat d'idées que veulent engager les communistes en vue des échéances électorales-cantoniales en mars 2011, présidentielles et législatives en 2012, permettra, pour autant que nos décisions collectives soient marquées par notre refus de la présidentialisation et notre défiance à l'égard de toute aventure personnelle, de préciser nos propositions dans des domaines aussi cruciaux que l'appropriation sociale, la démocratie institutionnelle et la citoyenneté.

Les communistes le savent trop bien : le simple transfert juridique de propriété (les « nationalisations » de 1982 en France par exemple) ne suffit pas, et le recours à la notion de « pôle public » paraît trop nébuleux : il faut dire concrètement à quelles expropriations du capital financier et industriel on se propose de procéder. Les communistes de la Section Poste ont, notamment, des propositions précises à avancer sur les orientations à nos yeux nécessaires de la Banque Postale.

Face à l'immoralité affichée du système capitaliste, le service public sous toutes ses formes a montré son efficacité en tant qu'amortisseur social du point de vue de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la protection sociale dans son ensemble.

C'est autour de ces axes, parmi d'autres, que les postiers communistes de Paris prendront part à tous les combats qui s'annoncent dans les mois qui viennent.

Ils font même reculer Sarkozy

Les révolutions du monde arabe doivent nous servir d'exemple. Elles signifient que l'on ne peut éternellement bâillonner un peuple, que l'exigence de liberté est irrépressible, que même la répression la plus criminelle ne peut venir à bout d'un mouvement populaire déterminé, dans un contexte et dans un régime corrompu et mafieux devenu incapable de faire face aux contradictions majeures et aux impasses de sa politique.

Le soutien total et permanent des autorités françaises à ces régimes honnis des peuples déconsidère la France officielle et décrédibilise sa politique étrangère. Les mêmes médias qui vantaient auparavant ces dictatures capables de juguler les extrémistes religieux, se réjouissent aujourd'hui de la fuite des dictateurs sans jamais dénoncer la responsabilité de l'Europe capitaliste et des USA dans l'asservissement de ces peuples.

Une portée considérable

La portée de ces révolutions sera probablement considérable dans un monde arabe où la plupart des régimes sont politiquement despotiques, à bout de souffle et économiquement très inégalitaires, sous contraintes néo-colonisatrices. Mais si l'on doit se réjouir de la fuite des dictateurs, il nous faut cependant être vigilants. Si la tête de ces régimes est tombée, son corps, l'armée, contrôle encore et toujours les destinées de leurs peuples avec le soutien de l'Europe et des USA. Plus que jamais ces peuples ont besoin de notre soutien, plus que jamais ces peuples ont besoin que l'on relaie leurs revendications.



Plus que jamais ces peuples ont besoin de notre soutien, plus que jamais ces peuples ont besoin que l'on relaie leurs revendications.

Alors que peu à peu, les feux de l'actualité vont se déplacer vers d'autres faits, ne laissons pas ces peuples dans l'ombre et continuons de populariser leurs combats.

Retour sur la « crise » grecque

Depuis octobre dernier, la Grèce fait la Une des journaux. On nous parle de son niveau d'endettement catastrophique (115,5% de son PIB) alors que d'autres pays industrialisés présentent des situations identiques. Résultat : les marchés financiers se sont acharnés contre ce pays et ont failli en causer la banqueroute.

Après avoir trouvé 1700 milliards de dollars en 2008 pour sauver le système bancaire mondial, les pays Européens aidés du FMI ont réuni un fonds de 750 milliards d'euros pour venir en aide aux pays en difficulté : Portugal, Espagne, Grèce et Italie. 45 milliards d'euros de prêts ont alors été immédiatement débloqués pour la Grèce. Mais cette « aide » ne s'est pas fait sans conditions, le gouvernement grec a été contraint de prendre des mesures d'austérité extrêmement contraignantes : diminution des salaires des fonctionnaires de 5 à 15%, diminution de leur nombre, coupe franche dans tous les budgets et destruction massive des protections sociales et augmentation de la charge fiscale pour les citoyens. Ceci va entraîner la plus grave récession que le pays n'a jamais connue : le chômage et la pauvreté vont exploser alors que 21 % des Grecs vivent déjà sous le seuil de pauvreté. Le PIB diminuant, le niveau d'endettement devrait rester insur-

montable et la notation de la Grèce ne devrait pas non plus évoluer. Résultat : la Grèce sera toujours contrainte d'emprunter à des taux usuraires de l'ordre de 10 % alors que la France et l'Allemagne se financent à 3,5 %.

Faire du fric sur le dos des peuples

Cette crise a par ailleurs entraîné la chute de l'Euro face au dollar nous explique-t-on. Mais n'est-ce pas là une baisse artificielle ? En effet, les marchés ont aujourd'hui besoin d'un euro faible pour rendre plus compétitives leurs multinationales. Le prix de ces entreprises est en effet essentiellement exprimé en dollars. Lorsque la conversion est faite, il revient donc plus d'euros dans les poches des actionnaires qui ne s'y sont pas trompés. Voilà comment les traders et autres acteurs du sacro saint « marché » se font du fric sur le dos des peuples et des citoyens les plus démunis.

Le témoignage d'un ancien membre des forces spéciales israéliennes

1947-1948..... 2010-2011

Pourquoi ces deux dates à 63 ans d'intervalle ? Les Israéliens auraient-ils oubliés qu'eux-mêmes, avant la reconnaissance de leur état par l'ONU en 1948, étaient soumis à un blocus naval par les troupes anglaises comme ils soumettent maintenant les palestiniens avec les troupes de Tsahal ? A plusieurs reprises, la Haganna, l'Irgoun et le Stern ont réussi à forcer ce blocus mais jamais, au grand jamais les Anglais n'employèrent contre ces civils et ces navires des moyens disproportionnés pour le maintenir. Dans le droit, il faut se remettre à l'esprit qu'en cas d'agression, la légitime défense doit être proportionnelle à l'attaque. Les Saryets envoyés pour cette opération sont des professionnels surentraînés qui, entre chaque mission, peaufinent les modus operandi. N'eut-il pas été plus judicieux pour Tsahal d'arraisonner ces bâtiments et, de les escorter non pas à Ashdod, où ils étaient attendus mais à Ashkalon ou à Haïfa et, sous le contrôle d'observateurs de l'ONU, ils auraient été déchargés et la cargaison remise à leurs destinataires après une fouille en règle ?

Le gouvernement israélien est-il aveugle ou a-t-il oublié ses principes fondateurs ?

Il est à rappeler que, lors d'une mission des commandos des opérations spéciales tant en Israël qu'en France ou autre grande puissance, un des militaires participant à l'opération est chargé de filmer l'action. Qu'Israël montre ce film aux médias. Ou bien l'Unité a attaqué sans avoir été agressée avec des moyens disproportionnés et devra être condamnée avec la plus grande rigueur ou les forceurs du blocus ont agressé les premiers Tsahal mais avec quelles armes et quels moyens ? Le film montrait la vérité et les agresseurs pourraient être condamnés sans qu'il y ait polémique. Pour quelle raison un seul bâtiment a-t-il subi cette violence alors que les autres, présents à quelques encablures n'ont eu à subir aucun dommages ou problèmes ? Etait-ce de la provocation à laquelle Tsahal et Israël se sont laissés piéger ? Ou bien Israël est en train de perdre définitivement tout discernement ? En tout cas on est bien loin de l'idéal voulu par les fondateurs d'Israël.

Marwan Barghouti, le Nelson Mandela palestinien

Marwan Barghouti a été condamné en 2002 par les tribunaux israéliens à la perpétuité. Elu député au parlement palestinien, à de nombreuses reprises il a expliqué que la colonisation israélienne était le principal obstacle à la paix dans la région et que le peuple palestinien avait enfin droit à la justice, c'est-à-dire un Etat souverain et démocratique à l'intérieur des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale. Pour ces propos, pour son engagement politique, le gouvernement israélien l'a emprisonné.



Un récent livre du journaliste Charles Enderlin (intitulé *Le Grand Aveuglement*) démontre comment les responsables de l'Etat hébreu ont consciemment joué avec le feu dans les années 80 et 90 en favorisant la montée du Hamas pour affaiblir la gauche laïque et démocratique palestinienne. On voit aujourd'hui le résultat désastreux de ce calcul cynique.

Barghouti est en prison alors qu'il est certainement le seul partenaire possible prêt à s'engager dans le règlement de la question palestinienne alors que le Hamas est maître de la bande de Gaza et ne veut pas négocier. Israël, de son côté, s'est engagé dans une voie meurtrière sans issue : on l'a encore vu il y a un peu plus de deux ans avec les bombardements massifs sur Gaza que le rapport Goldstone a qualifié de « crimes de guerre ». Cette politique sème des germes de haine, nourrit les

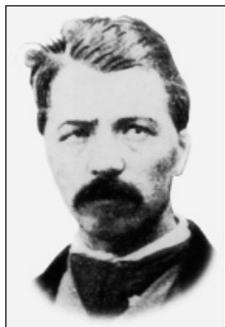
islamistes en même temps qu'elle plonge dans la souffrance des milliers de palestiniens pauvres qui ont vu leurs habitations détruites et leurs terres confisquées.

Faire connaître la voix de Barghouti, c'est affirmer qu'une paix juste est possible. Israël doit libérer cet homme courageux et intègre comme elle doit libérer les 10 000 prisonniers politiques qu'elle séquestre. Non, Barghouti n'est pas un terroriste ! Mandela, Guy Moquet, Manoukian, tous les grands résistants français et tant d'autres combattants de la liberté furent eux aussi qualifiés de terroristes ! Dans une tribune publiée en 2002, Marwan Barghouti a écrit à ce sujet : « *Je ne suis pas un terroriste. Je suis simplement un gars normal de la rue palestinienne défendant la cause que tout autre opprimé défend : le droit d'aider mon peuple en l'absence de toute aide venant d'ailleurs* ». Tout est dit.

LA VIE EXTRAORDINAIRE « DU PETIT BONHOMME AUX CHEVEUX SAFRAN »

La Commune de Paris : 72 jours pendant lesquels le peuple de Paris s'est emparé du pouvoir au lendemain de la défaite de Sedan et après la chute du Second Empire en 1871. Un désir de liberté, une nouvelle conception de la démocratie marqueront à jamais la société française : citoyenneté, éducation pour tous, justice, services publics, émancipations féminines, syndicalisme, internationalisme... Durement réprimée, la Commune marquera l'idée d'une République Universelle et novatrice dont l'écho résonne encore aujourd'hui, 140 ans après. Afin de mieux connaître ces hommes qui partaient à « l'assaut du ciel », voici le portrait de l'un d'eux : Albert Theisz.

Né à Paris en 1839, Albert Theisz fut ciseleur de bronze de métier. Elu du 18^e arrondissement à la Commune, il fut nommé membre de la commission du travail, de l'industrie et de l'échange. Dans ce cadre, il fut chargé de la direction des Postes dont il rétablit le service que les Versaillais avaient tenté de désorganiser complètement (personnels et papiers administratifs disparus, caisse vide). Theisz rassembla alors autour de lui une équipe d'hommes capables et intègres et, faisant appel à l'ensemble du personnel, il réussit à remettre en marche en



48 heures les services de levée et de distribution à l'intérieur de Paris et en proche banlieue.

Theisz créa un conseil des Postes, ayant voix consultative, uniquement composé de membres du personnel. Par proposition de celui-ci, les traitements des agents furent augmentés.

Dimanche 21 mai, la semaine sanglante commence, et le mercredi 24 mai, l'hôtel des Postes tombe aux mains des Versaillais. Pendant deux mois, Theisz va passer de cachette en refuge avant de partir pour Londres où il restera en exil pendant 9 ans. De retour en France, à la suite de l'amnistie de 1880, il meurt le 10 janvier 1881.

Albert Theisz a eu une vie courte mais d'une densité extraordinaire. Il s'est rendu attachant par la droiture, la fermeté, le courage dont il a empreint tous ses actes : dans la grève des bronziers, dans la construction d'une chambre fédérale ouvrant la voie au droit syndical, aux avant-postes sous le siège, dans la remise en route et l'organisation du service postal sous la Commune, au cours de la semaine sanglante et durant son exil à Londres.

Pour en savoir plus sur ce personnage et sur cette période si mal connue et dont l'œuvre demeure d'une extraordinaire actualité :

RENDEZ-VOUS VENDREDI 18 MARS, À PARTIR DE 17 H sur l'esplanade de l'Hôtel de ville de Paris où sera célébrée la Commune de Paris.

LA LIBERTÉ SYNDICALE EST UN DROIT, LA FAIRE RESPECTER EST TOUJOURS UN COMBAT !

Maria Traore du syndicat CGT des Postaux de Paris, Olivier Rosay du syndicat Sud, Patrice Perichou et Catherine Flechard du syndicat CGT-Energie, Patrice Lardeux, secrétaire général du syndicat CGT de l'hôpital Tenon... chaque jour la liste des représentants syndicaux parisiens sanctionnés ou convoqués au tribunal s'allonge.

Tout est fait pour faire taire ceux qui n'acceptent pas la mise à sac de leur métier et la remise en cause de droits sociaux arrachés de haute lutte. Ailleurs, en France c'est la même

répression acharnée qui est menée contre les représentants syndicaux. Plusieurs d'entre eux ont été condamnés à des amendes et de la prison suite à des actions dans le cadre de leur fonction syndicale. Ils ont été condamnés pour s'être opposés à la politique de casse de leur entreprise. Ces condamnations injustes ne suffisent pas au Gouvernement qui aujourd'hui permet le fichage des syndicalistes au même titre que de dangereux délinquants.

Après le temps de l'indignation, le temps de l'engagement est venu !

Alors oui, il est grand temps de s'indigner comme le rappellent Stéphane Hessel, Raymond Aubrac et d'autres grands résistants de ce pays, il est grand temps de s'organiser, de se syndiquer, de faire de la politique pour agir collectivement et résister à cette logique marchande. Le gouvernement de Sarkozy et du CAC 40 nous a déclaré la guerre, notre devoir est de le combattre. **Tous ensemble refusons la casse de nos métiers, la casse de nos vies et surtout tous ensemble refusons que soient sanctionnés ceux qui nous défendent !**

Je souhaite agir, débattre, participer à l'activité des communistes de La Poste...

J'adhère au PCF

NomPrénom.....

adresse.....

TélMail.....

Entreprise.....

RENVOYER À

